L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

J. P. WEISSE & Co. rue de Chartres No 72, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 26 OCTOBRE 1861

C. P. WEISSE, F. DUFOUR, P. LIBERT, G. MARDY — Editeurs Propriétaires

Nouvelle-Orléans, SAMEDI MATIN, 26 OCTOBRE.

Abonnés à la semaine.

Les ouvriers de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à DIX CENTS pour les six numéros. On s'adresse aux ouvriers.

Vente à l'encan de ce jour.

Rappel à midi—Des propriétés de valeur situées au coin de Bourbon et la Troisième District. Terre de chemin de fer et des esclaves.

J. Spear, à la Bourse des Marchands de—Un or, à 9 heures et demie, dans la rue Bienville, près Franklin, meubles.

Economie politique.

Le gouvernement, les planteurs et les banques.

Nous donnons une traduction complète de la circulaire que le secrétaire du trésor vient d'adresser aux commissaires chargés de solliciter les souscriptions à l'emprunt confédéré. C'est une véritable leçon d'économie politique à l'usage des faiseurs de plan. Seulement, nous croyons que M. Memminger s'est trompé en évaluant les avances à faire aux planteurs à cent millions de dollars. D'après le plan que nous venons de publier, il n'est pas douteux que les avances à faire aux planteurs à cent pour cent aux souscripteurs à l'emprunt et dans la proportion beaucoup moindre, soit dix piastres par balle. Les souscriptions s'élèvent à cinq cents millions. Pouvons à faire sur cette somme ne seraient élevées qu'à dix millions ; et il en aurait eu pour effet d'augmenter considérablement les souscriptions. En admettant qu'elles eussent atteint le chiffre de cent millions, les avances ne se seraient élevées qu'à vingt millions. Les inconvénients que signale M. Memminger eussent été bien moindres, et ils eussent été compensés par un accroissement considérable dans les souscriptions ; tout le monde y eût gagné, planteurs et gouvernement.

M. Memminger s'oppose aux planteurs de nourrir exclusivement leurs esclaves de maïs et de lard. Il est bon d'adopter à chaque planteur individuellement, et en échange le gouvernement ne propose que quelques mots de bon sens, et on en a besoin aujourd'hui. Le gouvernement ne reçoit que des choses qui peuvent être converties en argent ou servir à quelque chose. Il est nécessaire que chacun donne largement de son coton, le gouvernement ne reçoit que cela en échange de son billet, et on en a besoin. C'est-à-dire, le gouvernement donne largement de son papier qui est nécessaire pour effectuer les payements, et reçoit en échange des choses de première nécessité, des produits, dont il a besoin, et dont il ne peut faire usage d'aucune façon.

Il faut remarquer, ensuite, que les bons du trésor sont devenus la monnaie courante du pays. Ils sont donc à présent une mesure de la valeur des choses.

A ce point de vue le devoir du gouvernement est de limiter leur émission, autant que cela est praticable, au montant qui sert de limite à cette circulation.

Toute personne versée dans cette branche de la science politique sait que si le papier monnaie dépasse cette limite, il tombe au-dessous de la valeur représentative. Cette mesure il juge la trouble dans les relations légitimes de la société, précisément de la même façon que si une mesure arbitraire affectait les poids et mesures d'un pays. Si la monnaie ayant cours dans un pays vaut à dire emission portée de cent millions à deux cents millions de dollars, ce qui était mesuré par un dollar se trouverait alors mesuré par deux, et chaque article devrait être coté au double de son prix primitif. Naturellement tous les contrats se trouveraient dérangés. La dette encourue avant l'augmentation est acquittée par le paiement d'une somme qui n'est que la moitié de sa valeur primitive ; et chaque article acheté doit être payé le double de son ancien prix.

Le gouvernement, par suite de sa nécessité de la guerre, est le plus important des acheteurs, et aussi, par une sorte de suicide, il s'accoutumait à payer deux dollars pour ce qu'il aurait pu auparavant acheter pour un dollar. Et, à ce taux, deux cents millions de dollars ne produiraient pas plus que cent millions n'auraient produit avant ; et, en d'autres termes, cent millions de dollars seraient complètement enlevés par cette opération.

C'est précisément à éviter ce péril dont de abonde par le papier qui a cours qu'ont tendu tous les efforts du gouvernement. La contribution de guerre a été imposée dans le but de créer une demande pour les bons du trésor, et de créer une garantie pour leur rachat. On a, pour éviter l'encombrement, autorisé le remploi de ces bons en obligations à long terme. Si la nécessité vient à contraindre le gouvernement à émettre pour la défense du pays et à laisser en circulation deux cents millions, il est clair que chaque augmentation ultérieure en pourra annihiler toutes ces précautions.

Si le gouvernement entreprenait, au bénéfice d'intérêts privés, d'accroître ces émissions dans une telle proportion, il mettrait en péril son crédit et la stabilité de son existence. L'épreuve est trop dangereuse, et il faut chercher de l'aide pour les planteurs dans une autre direction. Et ce que l'on ne peut trouver ce remède ?

En premier lieu que les planteurs prennent des mesures immédiates pour préparer des récoltes d'hiver, afin d'alléger la demande pour les grains et les provisions. Qu'ils produisent à économiser une partie de leur travail de coton et à faire les habillements et les fournitures dont ils ont besoin. Qu'ils s'adressent aussitôt aux grandes ressources que présentent les capitaux qui sont dans les villes et entre les mains des particuliers. Que ce capital se mette en avant pour porter secours aux intérêts agricoles. Précédemment les banques employaient une partie de leur capital à acheter du change sur le Nord. Qu'elles appliquent cette partie de leurs ressources à acheter des acceptations de fazeurs ou des traites de planteurs, garanties par un nantissement sur le produit qui est dans les mains du planteur. Une prolongation de terme unité pour ces traites rétoudrait bien des difficultés. Cette extension pourrait sûrement s'accorder lorsque le produit de la vente des récoltes, d'autant plus que la suspension des payements en espèces dans toute la Confédération exempte chaque banque des demandes d'espèces nécessaires.

Les banques sont habituées aux prêts de ce genre, et, d'après l'accroissement probable